

En partenariat avec :



CLER RÉSEAU
POUR LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE



Webinaire

Forum technique SARE #8 : Actualités du SARE et du SPPEH

Mercredi 23 novembre 2022

De 9h30 à 12h00

Outil utilisé : Zoom via un lien de connexion

Ordre du jour provisoire

9h30 – Accueil

Maxime SCHEFFLER – Chargé de mission Rénovation Énergétique, AMORCE

9h40 – Avancement du programme SARE

Jacques-Olivier BUDIN – Coordinateur national du programme SARE, ADEME

10h00 – Actions de l'ADEME

Christophe DREUIL – Chargé de mission Dynamique territoriale, Mobilisation des professionnels & Gestion des fraudes, ADEME

10h30 – Impacts de la hausse du prix des énergies sur les Espaces Conseil France Rénov'

Maxime SCHEFFLER – Chargé de mission Rénovation Énergétique, AMORCE

11h00 – Retours d'expérience et échanges

Victor d'ALENCON – Conseiller France Rénov', ADIL d'Indre-et-Loire

Bastian KOSTANDI – Conseiller en rénovation énergétique, C.A.U.E. du Tarn

[Inscriptions en ligne en cliquant ici](#)

Contact organisation : Marine BARACCO - qt-energie@amorce.asso.fr

Contact contenu : Maxime SCHEFFLER – mscheffler@amorce.asso.fr – 04 81 91 83 14

Ce webinaire est ouvert aux adhérents d'AMORCE de la compétence Énergie, du CLER, de FLAME, de la FNCAUE et de l'ANIL.



FORUM TECHNIQUE

Service d'Accompagnement

À la Rénovation Énergétique

Lien pour votre replay :

<https://vimeo.com/774254819>

Mot de passe : Web2022SARE8



FORUM TECHNIQUE

Service d'Accompagnement

À la Rénovation Énergétique

Bienvenue,

Le webinaire démarrera à 09h30 (Heure de Paris). Nous prendrons la main vers 09h25.

En attendant, merci de laisser vos micros et caméras éteints.

Assurez-vous que votre nom et votre structure apparaissent correctement dans l'onglet « participants ».

Les supports et le replay seront disponibles la semaine prochaine. Si vous ne souhaitez pas apparaître dans le replay, laissez votre caméra éteinte.

À tout de suite



FORUM TECHNIQUE

SARE

23/11/2022

Avec la participation de



INTRODUCTION



Maxime SCHEFFLER, Chargé de mission rénovation énergétique, AMORCE

LES PARTENAIRES



Isabelle GASQUET, Responsable de projets efficacité énergétique, CLER - Réseau pour la transition énergétique



Frank SENTIER, Délégué Général et Coordinateur, FLAME - Fédération des Agences Locales de l'Énergie et du Climat



Roselyne CONAN, Directrice générale, ANIL - l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement



Valérie CHAROLLAIS, Directrice, FNCAUE - Fédération Nationale des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement

PROGRAMME

09h40 – Avancement du programme SARE et reporting

Jacques-Olivier BUDIN, Coordinateur national du programme SARE,
ADEME

10h00 – Mobilisation des professionnels

Christophe DREUIL, Chargé de mission Dynamique territoriale,
Mobilisation des professionnels & Gestion des fraudes – ADEME

10h30 – Impacts de la hausse du prix des énergies sur les Espaces Conseil France Rénov'

Maxime SCHEFFLER, Chargé de mission Rénovation Energétique -
AMORCE

11h00 – Retours d'expérience et échanges

Victor d'ALENCON, Conseiller France Rénov', A.D.I.L. d'Indre-et-Loire
Bastian KOSTANDI, Conseiller en rénovation énergétique, C.A.U.E. du Tarn

Avancement du programme SARE Et Reporting



Jacques-Olivier BUDIN, Coordinateur
national du programme SARE - ADEME



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Webinaire AMORCE

Jacques-Olivier BUDIN – Coordinateur national du programme SARE

Mercredi 23 novembre 2022

Bilan du programme

Chiffres clés de la dynamique SARE – octobre 2022

Couverture du service info/conseil:



- Le service d'information et de conseil est assuré pour **97,88 % de la population** présente sur le territoire français (métropole et outre-mer).

Nombre de conseillers :

- Nombre de conseillers France Renov' financés par le programme SARE : **1 949 conseillers**
- Moyenne de **2,85 conseillers pour 100 000 habitants**



Avancement de la contractualisation :

- 30 porteurs associés dans le programme SARE dont 5 depuis janvier 2022 : **le Conseil départemental des Yvelines, Mayotte, la Martinique, la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon**
- Suivi des signatures des 30 conventions 2022 et avenants aux conventions :
 - ✓ 28 validés
 - ✓ 19 en cours de signature
 - ✓ 6 signés



Appels de fonds des Porteurs Associés depuis le 01/01/20 :

- Fonds appelés : **65 561 837 €**
- Fonds mobilisables (mesures surchauffe incluses) : **151 290 392 €**
- Consommation de l'enveloppe des maquettes financières des PA : **43%**



Nombre d'actes réalisés :

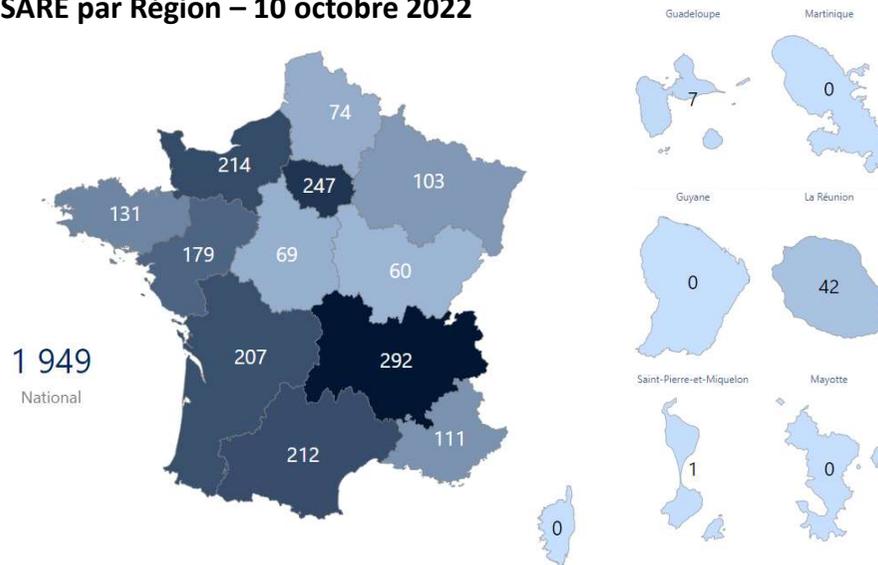
- **1 174 546** (dont 96% d'actes A1/A2) soit **41%** des actes prévus du programme SARE

Avancées du programme SARE au regard des 6 objectifs quantitatifs fixés à l'article 3 de la Convention nationale

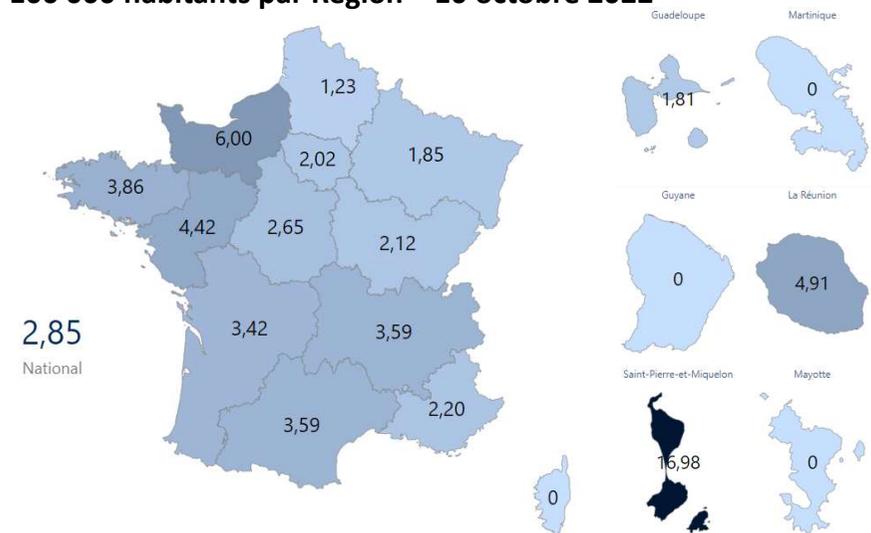
6 objectifs quantitatifs de la convention nationale à atteindre pour le 31/12/2024	Données au 1/10/2022
Information sur la rénovation énergétique (A1) de 2 000 000 de ménages ou syndicats de copropriétaires	778 955 actes A1
Conseil personnalisé sur la rénovation énergétique (A2) de 400 000 ménages ou syndicats de copropriétaires	349 755 actes A2
Accompagnement de 100 000 ménages en maison individuelle (A4 LI), de 10 000 syndicats de copropriété (A4 CO) sur leur projet de rénovation énergétique performante	25 939 actes A4 LI 2 104 actes A4 CO
Réalisation de 200 000 audits énergétiques en maison individuelle (A3 LI), de 15 000 en copropriété (A3 CO)	10 694 actes A3 LI 92 actes A3 CO
Financements de 12 000 missions de maîtrise d'œuvre en maison individuelle (A5 LI), de 3 000 en copropriété (A5 CO) pour la rénovation performante	432 actes A5 LI 35 actes A5 CO
Couverture de 100% du territoire pour l'information et le conseil personnalisés des ménages et syndicats de copropriété (A1, A2)	96,67% d'actes A1 et A2 sur le territoire français et 1,21% non financés dans le cadre du prog. SARE

Nombre de conseillers France Rénov' financés par le programme SARE par région

Nombre total de conseillers France Rénov' financés par le programme SARE par Région – 10 octobre 2022



Nombre de conseillers France Rénov' financés par le programme SARE pour 100 000 habitants par Région – 10 octobre 2022

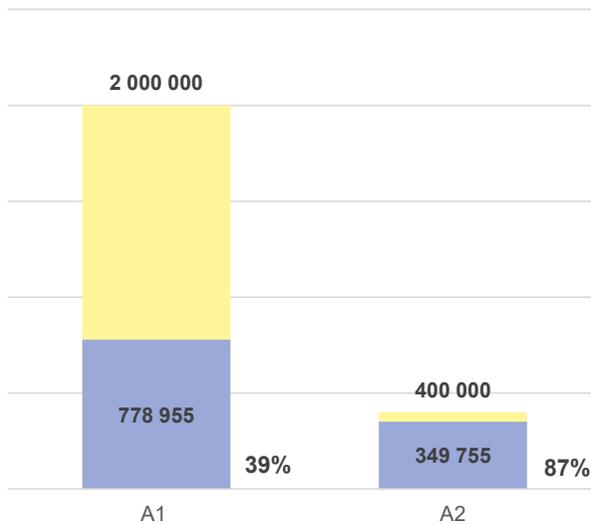


- Éléments d'explication sur la croissance du nombre de conseillers :
 - Recrutements
 - Nouvelles fonctions portées par des personnes déjà salariées des structures France Rénov'

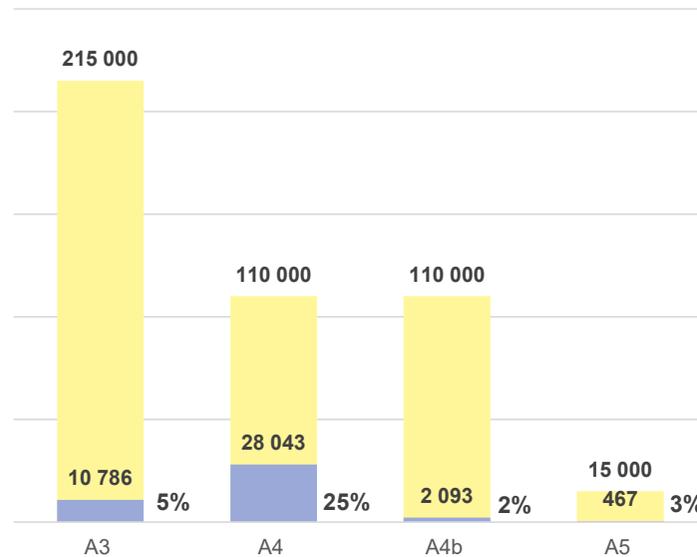
- Éléments de compréhension sur la valeur « nombre de conseillers » :
 - Les ex-PRIS Anah ne sont pas comptabilisés : postes non financés par le SARE
 - le nombre de conseillers inclut des personnes travaillant à temps partiel et à temps plein
 - sont comptabilisés les conseillers dont les missions sont uniquement dédiées au Petit tertiaire privé

Avancement du programme SARE par catégories d'actes au 1^{er} octobre 2022

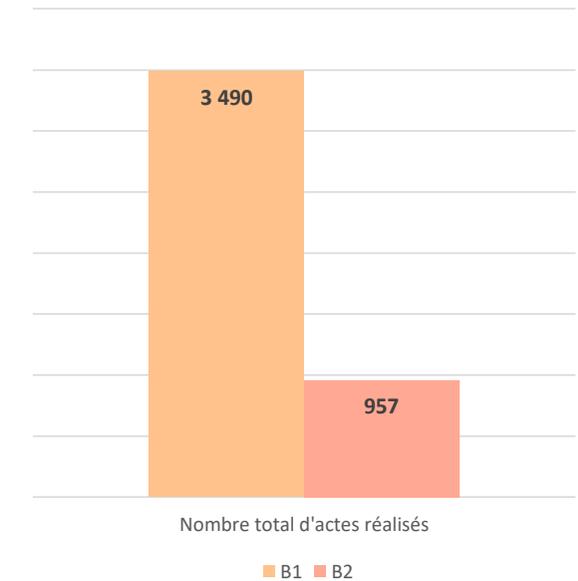
1. Nombre d'actes A1 et A2 au regard des
objectifs de la convention nationale



2. Nombre d'actes A3, A4, A4b et A5 au
regard des objectifs de la convention
nationale



3. Nombre d'actes B1/B2



■ Objectifs convention nationale ■ Nombre total d'actes réalisés

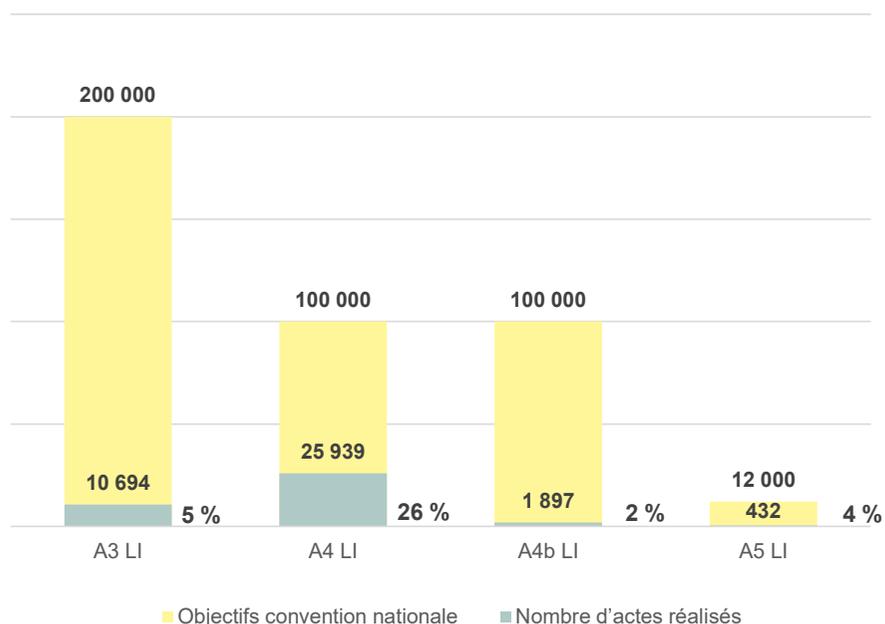
■ Objectifs convention nationale ■ Nombre d'actes réalisés

Source : données actes métiers, Annexes

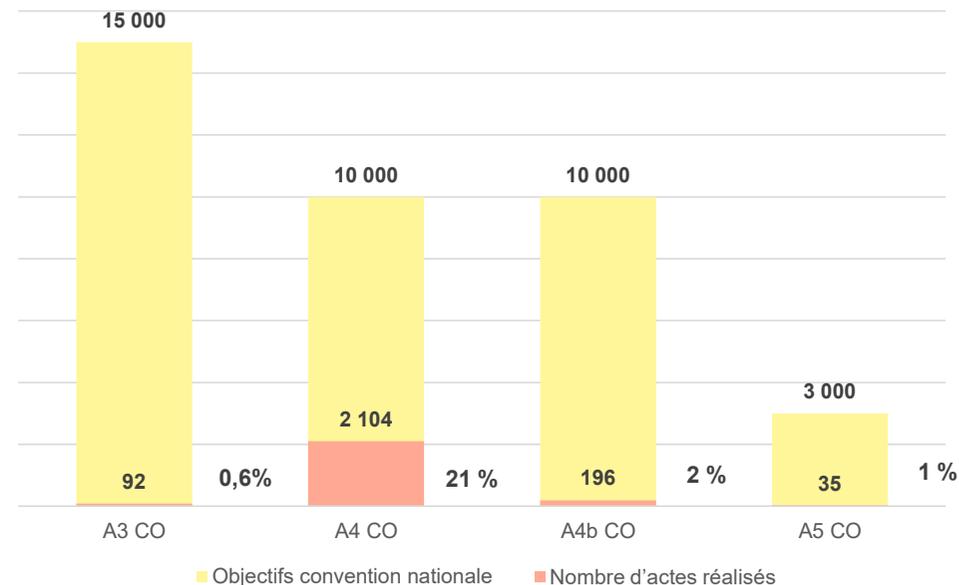
Avancement du programme pour les actes liés au Logement individuels (LI) et à la Copropriété (CO) au 1^{er} octobre 2022

2020, 2021, 2022

1. Nombre d'actes A3, A4, A4b et A5 liés au LI au regard des objectifs de la convention nationale

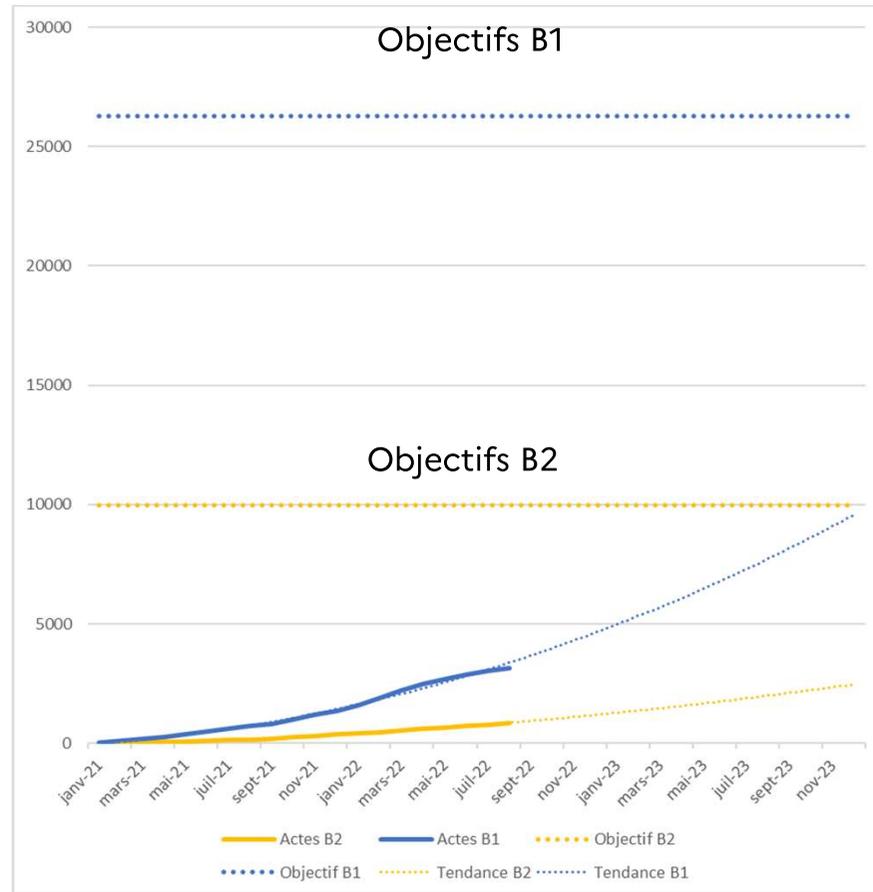


2. Nombre d'actes A3, A4, A4b et A5 liés à la CO au regard des objectifs de la convention nationale



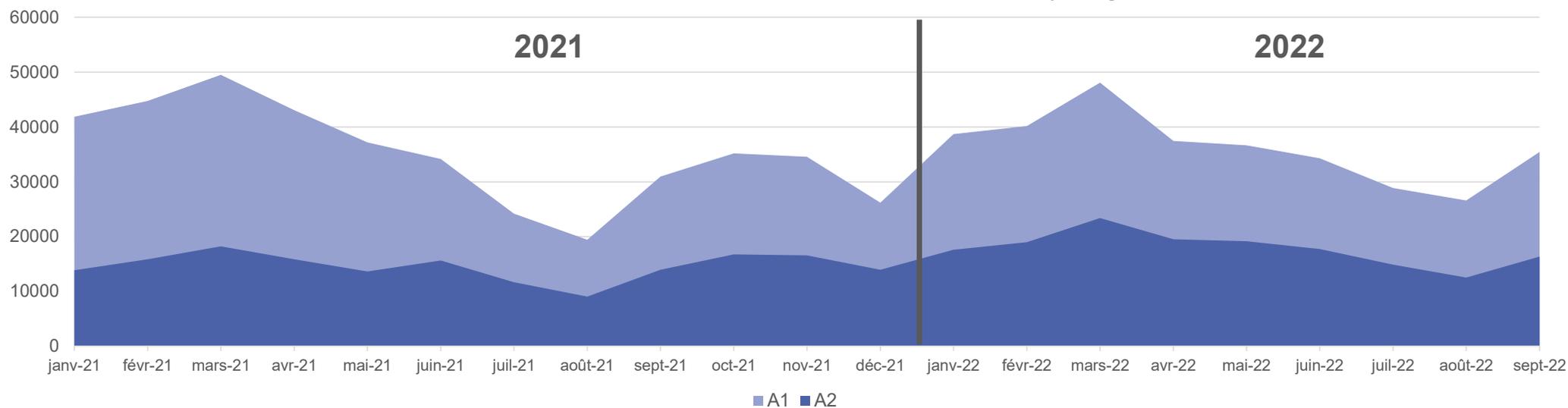
Source : données actes métiers, Annexes

Nombre d'actes B1 et B2 et objectifs des Porteurs Associés



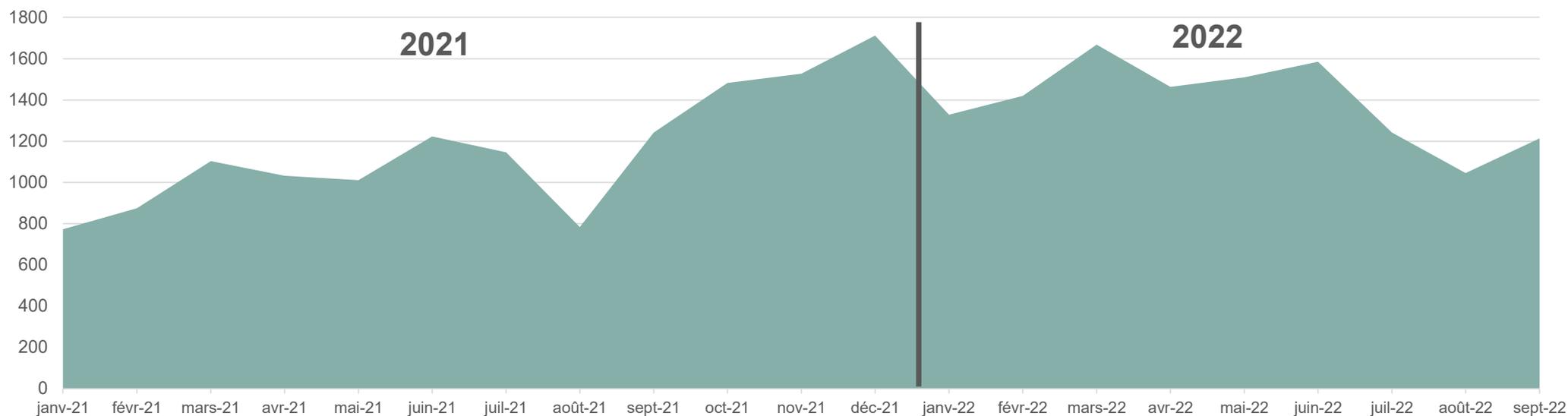
Evolution mensuelle des actes A1 et A2 au 1er octobre 2022

Evolution du nombre d'actes A1 et A2 depuis janvier 2021



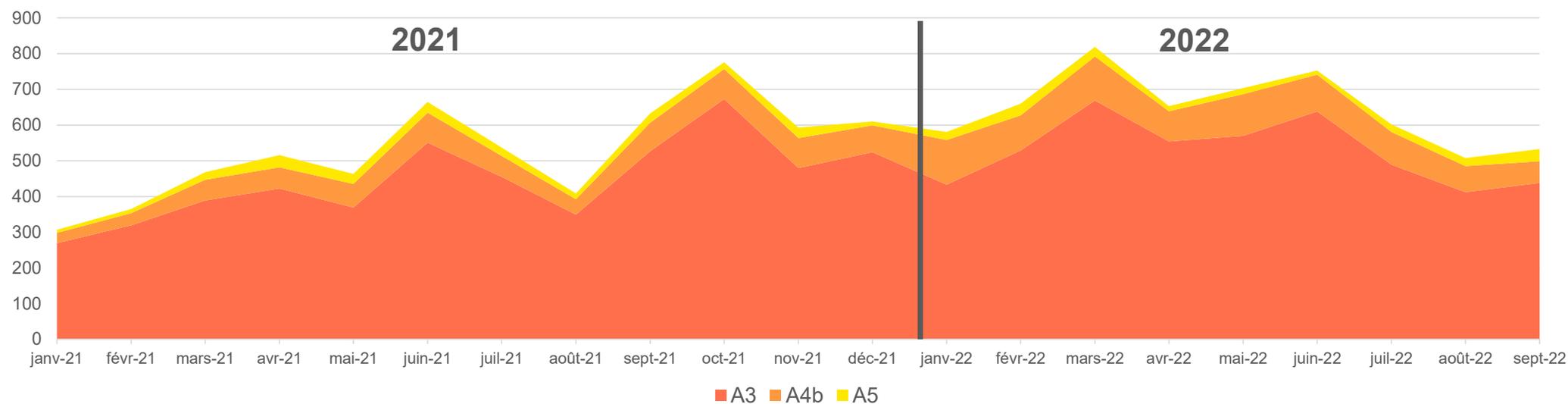
Evolution mensuelle des actes A4 au 1er octobre 2022

Evolution du nombre d'actes A4 depuis janvier 2021

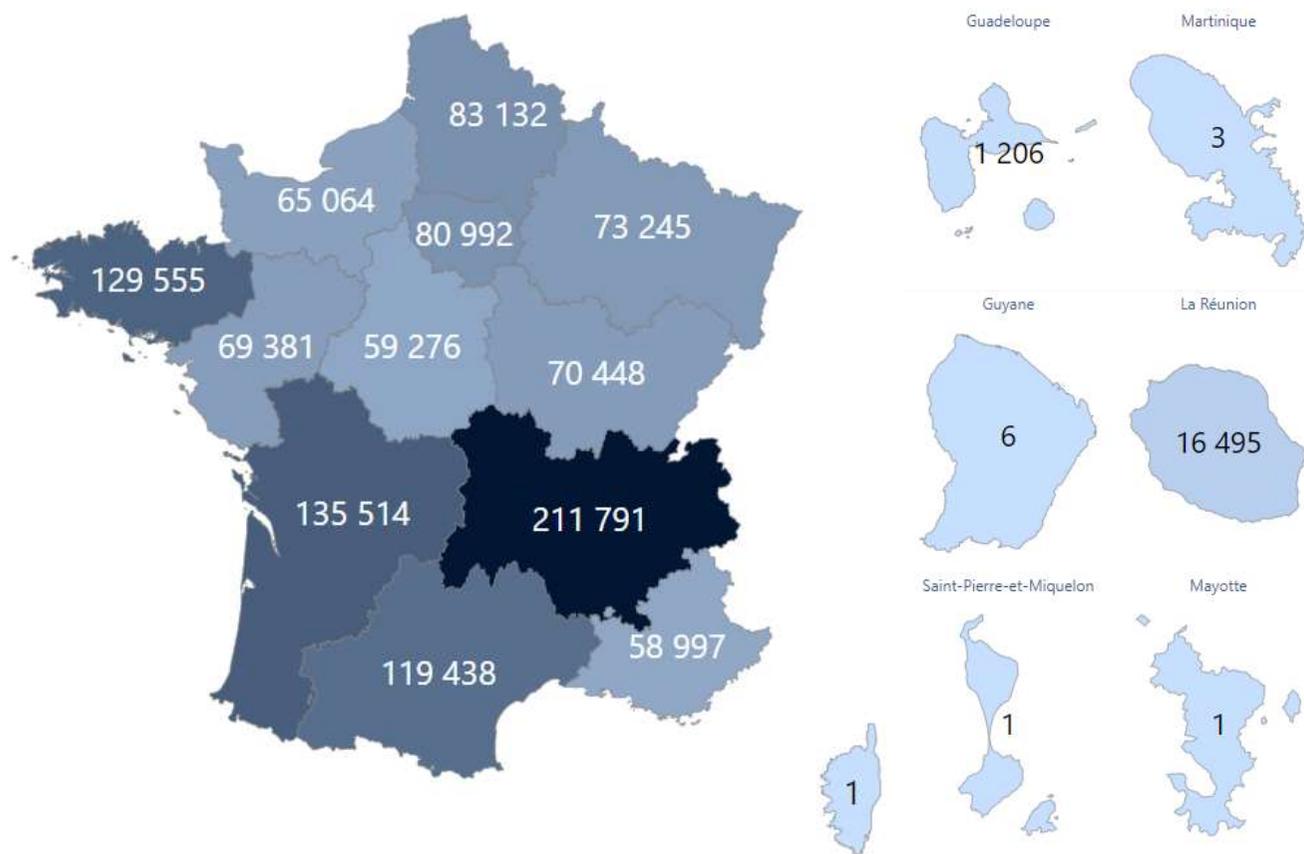


Evolution mensuelle des actes A3, A4 bis et A5 au 1er octobre 2022

Evolution du nombre d'actes A3, A4 bis et A5 depuis janvier 2021



Nombre d'actes réalisés par région au 1^{er} octobre 2022

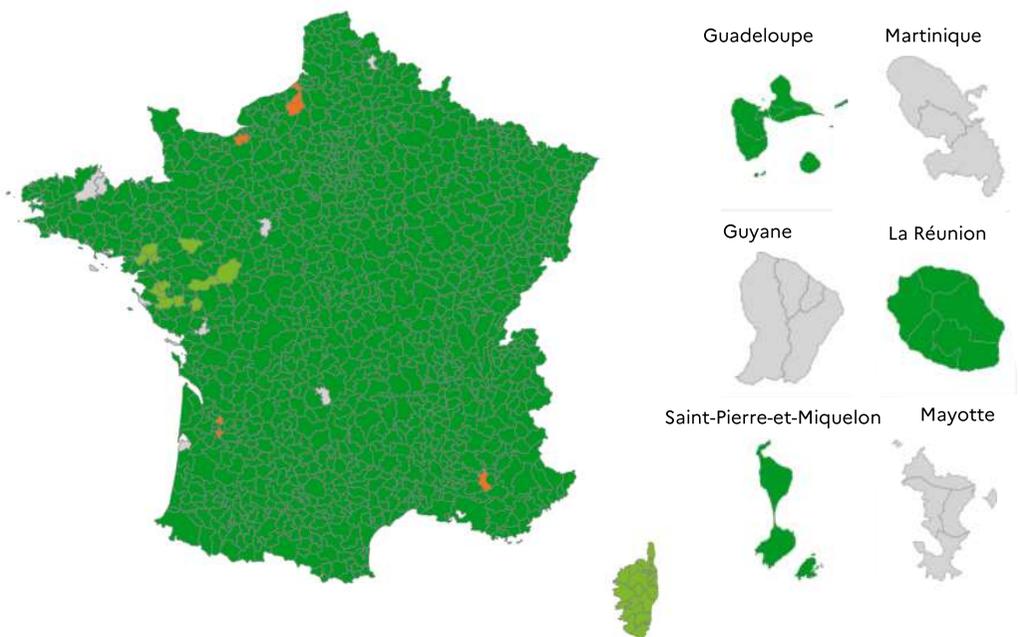


**Nombre total d'actes
réalisés :
1 174 546 actes**

Source : Données actes métiers, Annexes

Couverture nationale 2022

EPCI couverts au 10 octobre 2022 sur l'offre d'information (A1)/conseil (A2)



	% pop	Nombre EPCI/Dept
Information et conseil assurés	96,67	1298
Information et conseil assurés mais non financés SARE	1,21	30
Information assurée	0,17	7
Pas de service d'information/conseil assuré	1,95	23

Le % correspond au % de la population concerné par la catégorie de la légende.

Le nombre d'EPCI/ Département correspond au nombre d'EPCI couverts pour ce service dans chaque département.

Certains EPCI présents sur le territoire de plusieurs départements sont comptabilisés plusieurs fois.

PRÉCISIONS TERRITOIRES :

Bretagne : les 2 EPCI Guingamp Agglomération et Leff Armor Communauté sont en cours de négociation pour trouver une solution de couverture du service dès que possible.

Normandie : La Région assure un service minimum A1 sur les EPCI non engagés. Les acteurs locaux et notamment les DDT sont mobilisés pour convaincre ces EPCI de s'engager.

Pays de la Loire : Il reste très peu d'EPCI sur lesquels les actes A1 et A2 ne sont pas mis en œuvre. Quelques EPCI ne s'engageront pas dans le programme mais une solution avec financement local a été trouvée.

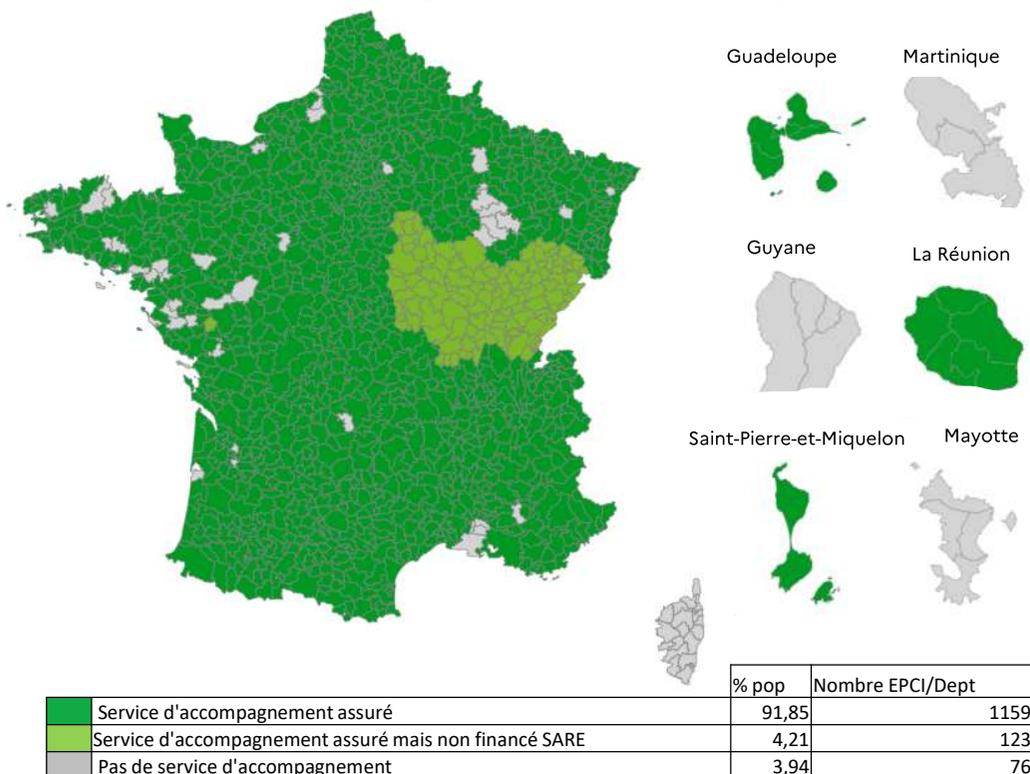
Nouvelle-Aquitaine : Pas de A2 sur les 5 EPCI n'ayant pas répondu à l'AMI de la Région. A1 assurés par la Région par l'intermédiaire d'un AMI « zones blanches » sur 2 de ces EPCI.

Hauts-de-France : La CA du Grand Douaisis est couverte par une information et un conseil personnalisé mais ils ne sont pas intégrés dans le cadre du dispositif SARE

Mayotte : Attente de passage en CP pour lancer l'AMI qui retiendra demain, les SMO assurant le service.

Couverture nationale 2022

EPCI couverts pour l'accompagnement (A4 et/ou A4 bis) au 10 octobre 2022



Le % correspond au % de la population concerné par la catégorie de la légende.

Le nombre d'EPCI/ Département correspond au nombre d'EPCI couverts pour ce service dans chaque département. Certains EPCI présents sur le territoire de plusieurs départements sont comptabilisés plusieurs fois.

PRÉCISIONS TERRITOIRES :

Grand Est : 9 EPCI encore non engagés dans le SARE (dont 5 en Haute-Marne).

PACA : Bouches du Rhône hors Aix Marseille Provence :

La Région qui couvre le territoire ne prévoit pas d'offre d'accompagnement.

Ile-de-France : 2 EPCI de Seine-et-Marne restent à convaincre en 2022.

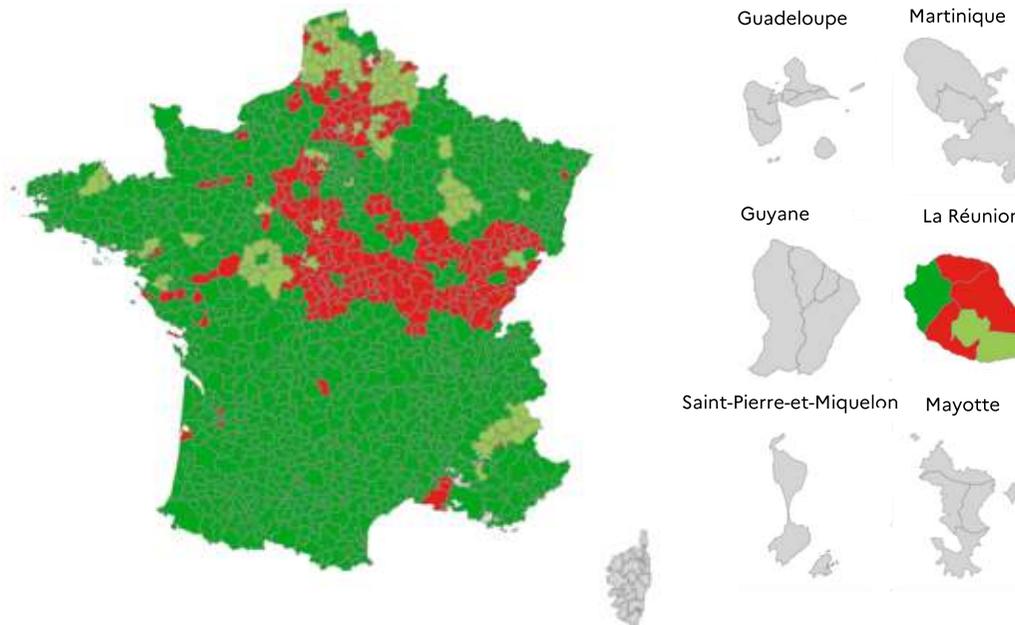
Nouvelle-Aquitaine : Pas de A4 sur les 5 EPCI n'ayant pas répondu à l'AMI de la Région .

Réunion : Une SPL assure des A4 bis en cohérence avec le programme régional Ecosolidaire. Le A4 reste compliqué à réaliser (Définition et contraintes fortes).

Mayotte, Martinique, Guyane : Projet d'AMI prêt à être lancé ou venant d'être lancé.

Conventionnements ou implications infra EPCI

Territoires couverts par au moins une convention avec EPCI ou groupement au 10 octobre 2022



Début octobre 2022, 80% de la population réside dans un EPCI ayant conventionné dans le cadre du SARE

PRÉCISIONS TERRITOIRES :

Hauts-de-France : Le conventionnement des EPCI candidats aux Guichets Unique de l'Habitat est en cours. D'ici la fin 2022 entre 70 et 75% de la population de la région sera couverte. Au 1er juin 2022, la Région a validé l'existence de 31 GUH, un grand nombre de conventions sont donc encore à venir, elles seront rétroactives au 1er janvier 2021.

BFC et CVDL : ce mode de contractualisation n'avait pas été retenu par le porteur associé au démarrage du programme.

Pour CVDL, l'objectif du PA est de couvrir à terme l'ensemble du territoire avec des contractualisations EPCI en plus des contractualisations avec les ECFR départementaux.

PACA : Hautes Alpes : Le Département (PA) n'avait pas prévu de solliciter les co-financements des EPCI mais une réflexion est en cours.

Bouches du Rhône hors Métropole Aix Marseille : zone couverte par la Région qui ne souhaite pas contractualiser avec les EPCI.

Réunion : Coût du service jugé trop élevé par certains EPCI (concurrence avec un programme assuré par Soliha). Seul un EPCI, porteur d'une ancienne PTRE a rejoint le SARE pour le moment.

Mayotte : Le projet de déploiement prévoit bien d'intégrer les EPCI dans le déploiement du service et dans la sélection des structures.

SPM : Pas d'EPCI sur le territoire.

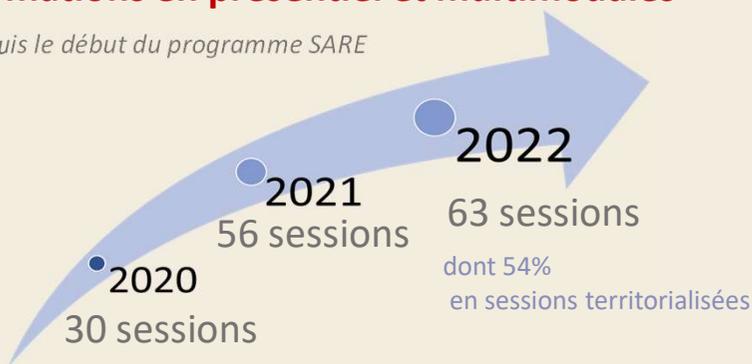
Conventionnement EPCI	% pop	Cumul % pop	Nombre EPCI/Dept	Cumul Nb EPCI/Dept
Conventionné	80,35	80,35	985	985
Conventionnement prévu en 2022	7,22	87,57	90	1075
Conventionnement non prévu en 2022	9,47	97,04	234	1309
Pas d'information	2,96	100	49	1358

Le % correspond au % de la population concerné par la catégorie de la légende

Suivi du parcours de formation au 1^{er} octobre 2022

Evolution de la programmation des formations en présentiel et multimodales

Depuis le début du programme SARE



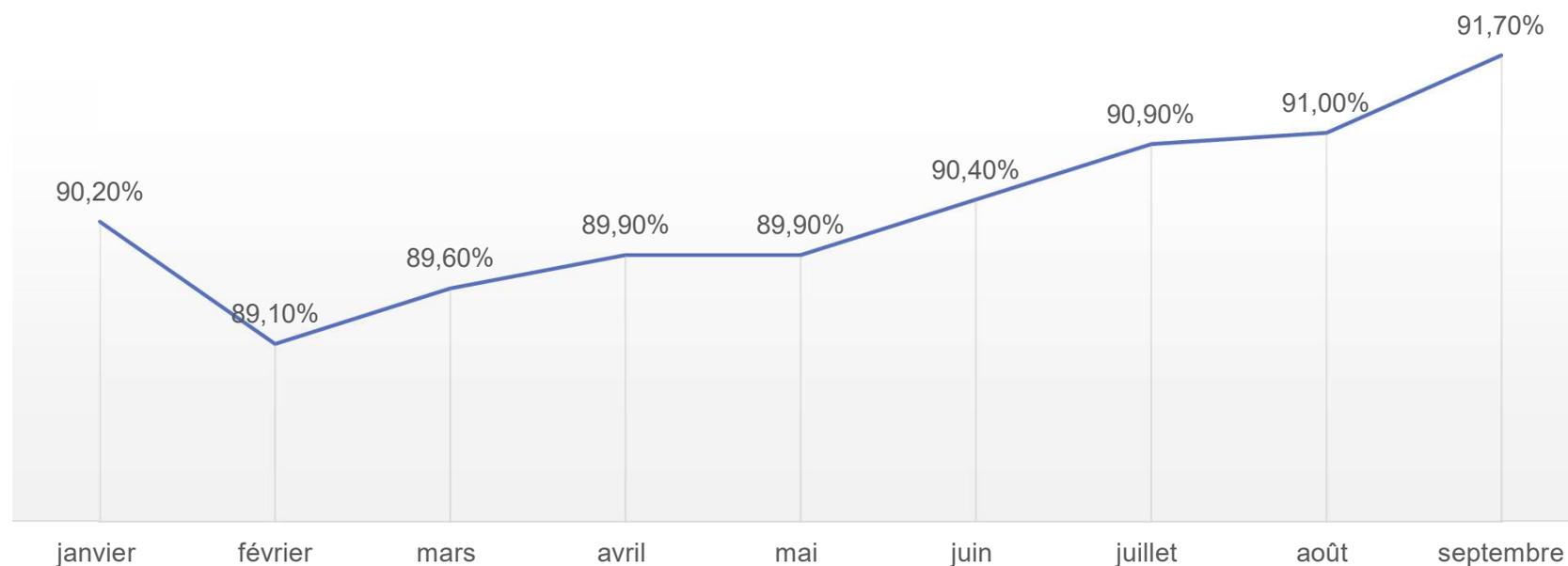
	FORMATIONS présentiel / multimodal	Nbre de Stagiaires Sessions	Nbre de Stagiaires E- learning asynchrone
2020	32 SESSIONS	213	129
2021	54 SESSIONS	446	447
Depuis janvier 2022	45 SESSIONS	476	230
Depuis la mise en place du prog. SARE	140 SESSIONS	Objectif Prog. SARE former 2 720 Stagiaires	1941 71 %

Les conseillers **France Rénov'** peuvent aussi bénéficier de formations ADEME, en dehors du parcours de formation décliné dans le cadre du programme SARE, et de MOOC disponibles sur la plateforme Bâtiment Durable.

SARE : Données complémentaires

Taux de Satisfaction sur le service d'information/conseil (questionnaire satisfaction « QuestBack ») au 1^{er} octobre 2022

Evolution du taux de satisfaction en 2022

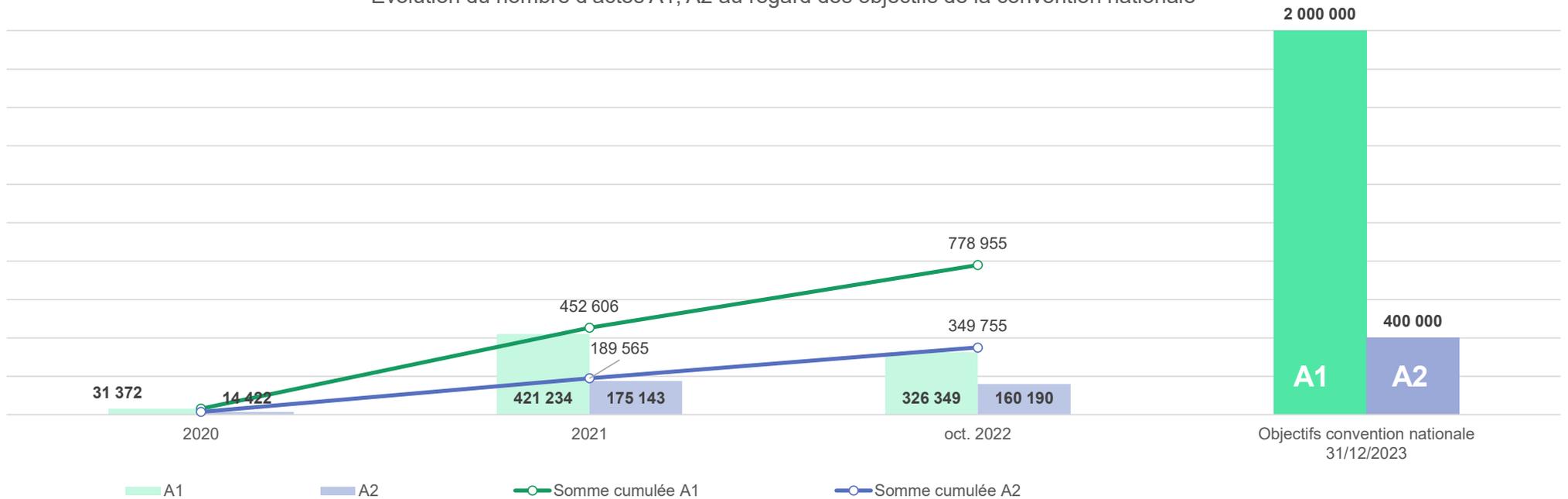


Avancement du programme au 1^{er} octobre 2022

Types Actes	Nbre actes réalisés en 2020	Nbre actes réalisés en 2021	Nbre actes réalisés en 2022	Total Programme	Objectifs convention nationale	% avancement / programme
A1_LI	31 143	415 068	321 426	767 637	2 000 000	39%
A1_CO	229	6 166	4 923	11 318		
A2_LI	14 331	171 534	156 614	342 479	400 000	87%
A2_CO	91	3 609	3 576	7 276		
A3_LI	720	5 294	4 680	10 694	200 000	5%
A3_CO	7	33	52	92	15 000	1%
A4_LI	1 310	12 790	11 839	25 939	100 000	26%
A4_CO	344	1 122	638	2 104	10 000	21%
A4b_LI	428	678	791	1 897	100 000	2%
A4b_CO	32	78	86	196	10 000	2%
A5_LI	4	243	185	432	12 000	4%
A5_CO	0	16	19	35	3 000	1%
B1	46	1 357	2 087	3 490	-	-
B2	15	411	531	957	-	-
Total	48 700	618 399	507 447	1 174 546	2 850 000	41%

Evolution du nombre d'actes liés à l'information conseil (A1, A2) au 1^{er} octobre Actes 2020, 2021, 2022

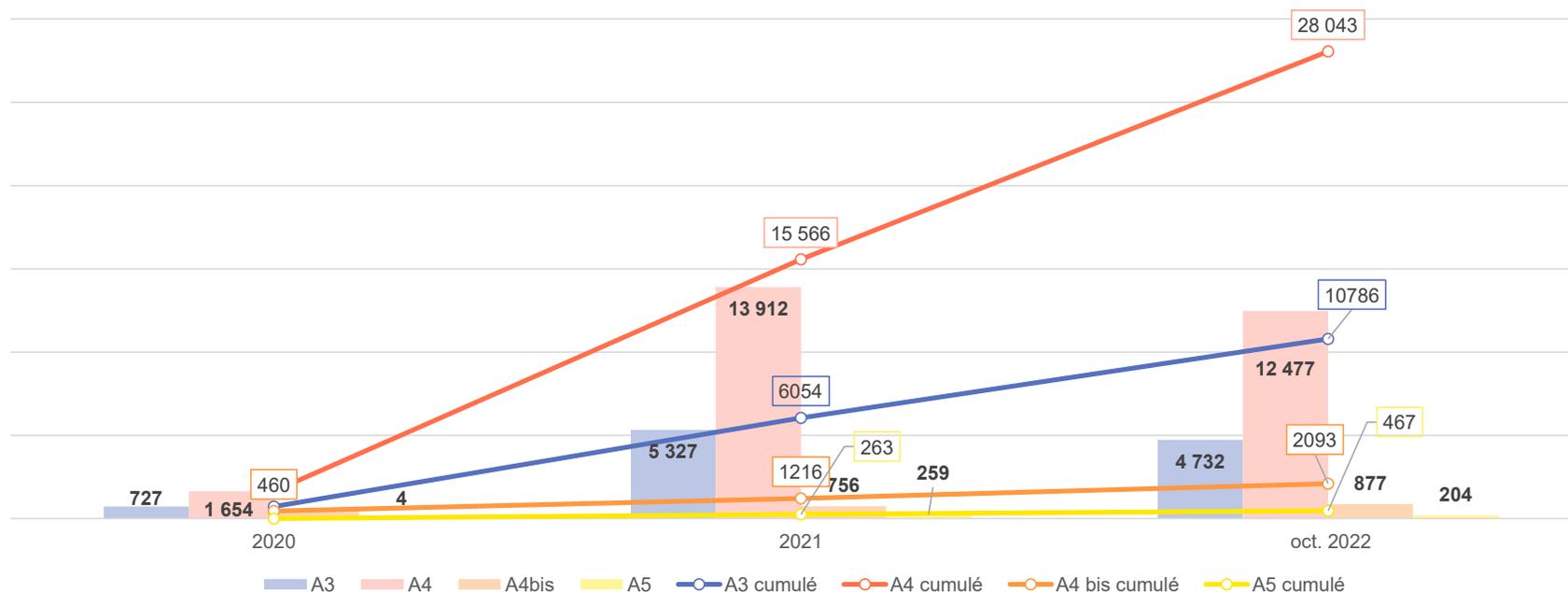
Evolution du nombre d'actes A1, A2 au regard des objectifs de la convention nationale



Source : données actes métiers, Annexes

Evolution du nombre d'actes A3, A4, A4 bis, A5 au 1^{er} octobre 2022 Actes 2020, 2021, 2022

Evolution du nombre d'actes A3, A4, A4bis, A5

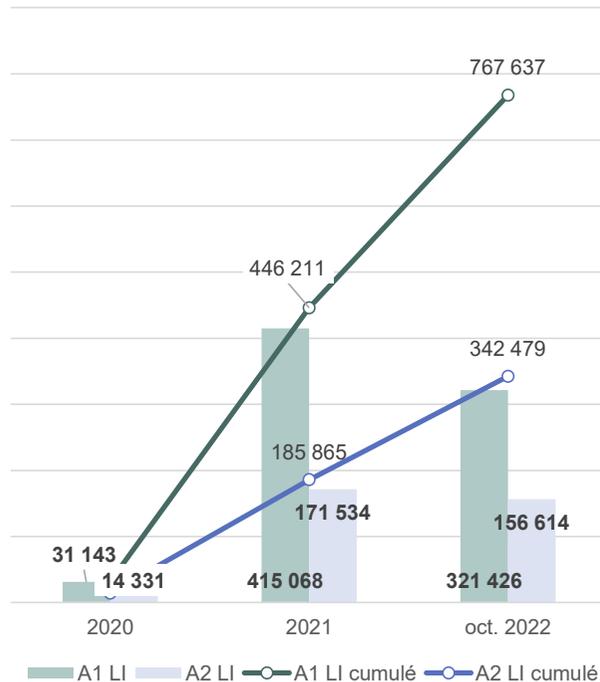


Objectifs convention nationale SARE (nombre d'actes)	
A3	215 000
A4	110 000
A4 bis	110 000
A5	15 000

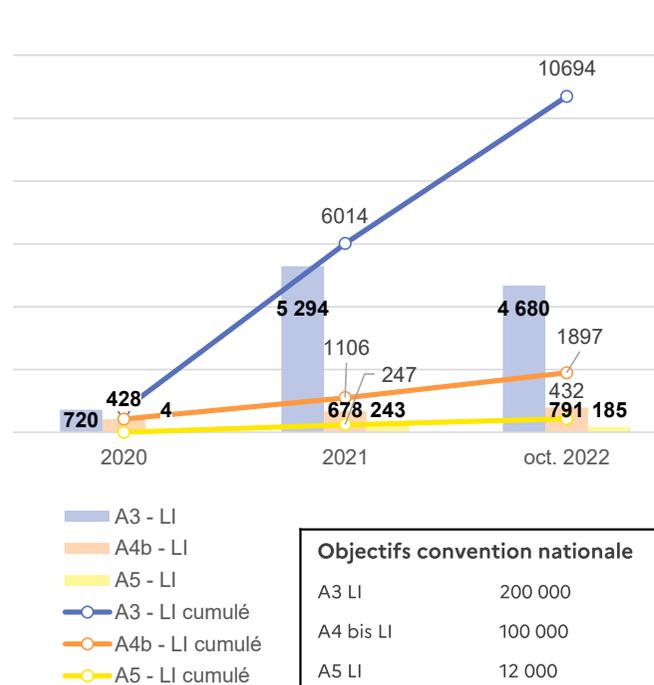
Source : données actes métiers, Annexes

Evolution du nombre d'actes A1, A2, A3, A4, A4b et A5 en Logement individuel (LI) au 1^{er} octobre 2022 Actes 2020, 2021, 2022

1 - Evolution du nombre d'actes A1 et A2 liés au logement individuel (LI)

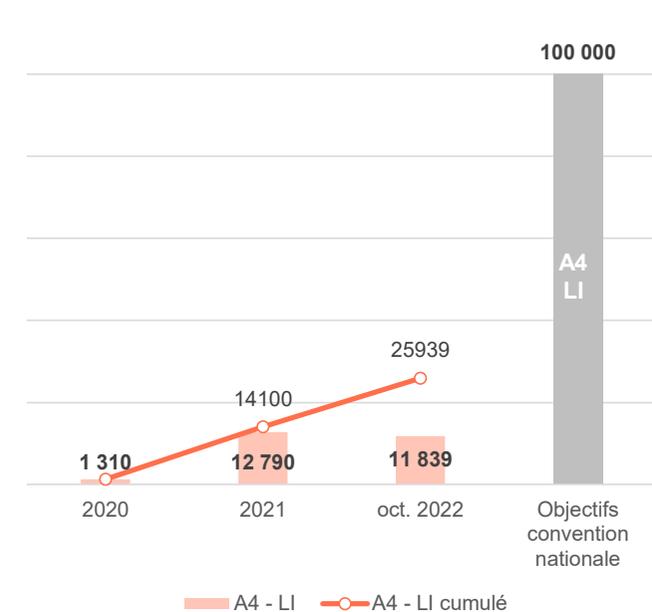


2 - Evolution du nombre d'actes A3, A4 bis, A5 liés en logement individuel (LI)



Objectifs convention nationale	
A3 LI	200 000
A4 bis LI	100 000
A5 LI	12 000

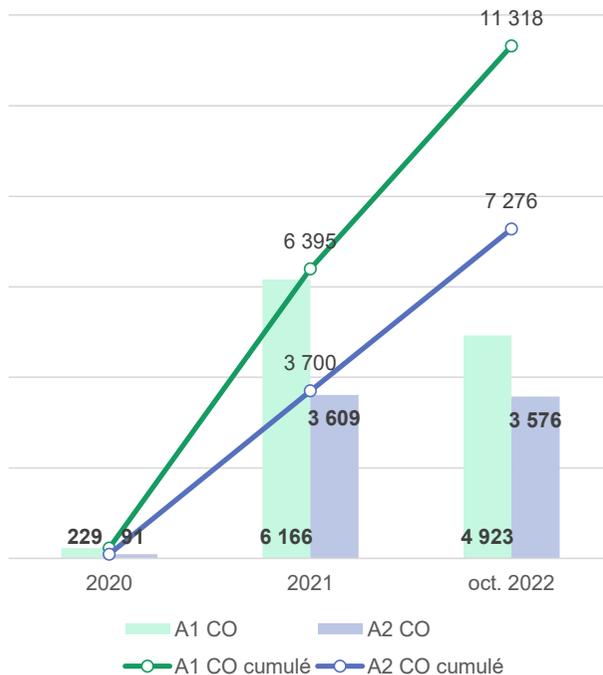
3 - Evolution du nombre d'actes A4 en logement individuel (LI)



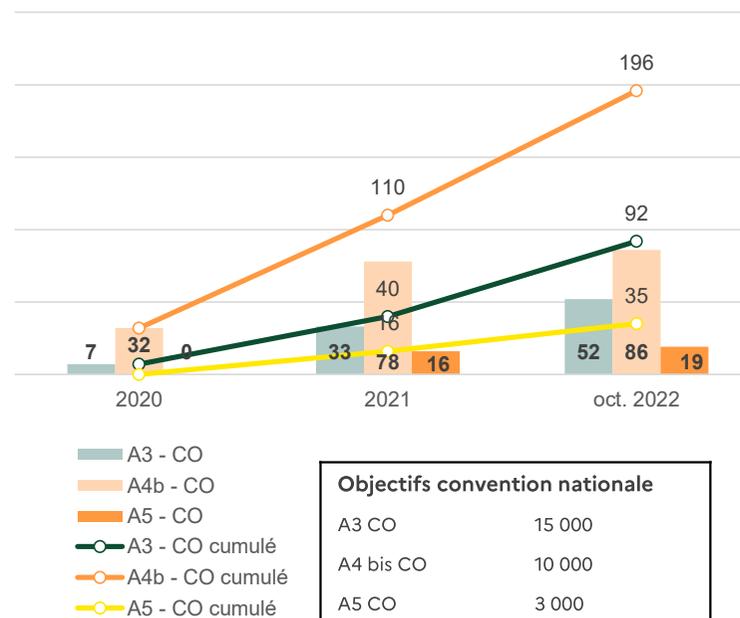
Source : données actes métiers, Annexes

Evolution du nombre d'actes A1, A2, A3, A4, A4b et A5 en Copropriété (CO) au 1^{er} octobre 2022 Actes 2020, 2021, 2022

1 - Evolution du nombre d'actes A1 et A2 liés à la copropriété (CO)

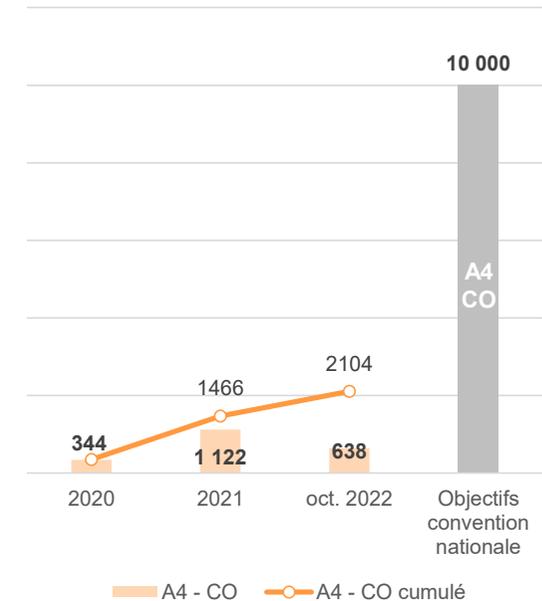


2 - Evolution du nombre d'actes A3, A4 bis, A5 liés à la copropriété (CO)



Objectifs convention nationale	
A3 CO	15 000
A4 bis CO	10 000
A5 CO	3 000

3 - Evolution du nombre d'actes A4 liés à la copropriété (CO)



Source : données actes métiers, Annexes



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DET / Service des politiques territoriales
(SPOT) - DVTD / Service Bâtiment (SB)

DEMTE (Direction exécutive de la
mobilisation pour la transition énergétique)

Contact : Jacques-Olivier BUDIN



Mobilisation Des professionnels



Christophe DREUIL, Chargé de mission
Dynamique territoriale, Mobilisation des professionnels
& Gestion des fraudes - ADEME

Impacts de la hausse du prix des énergies Sur les Espaces Conseils France Rénov'



Maxime SCHEFFLER, Chargé de mission
rénovation énergétique, AMORCE

CONTEXTE ENERGETIQUE

Un constat sans appel...



Dérèglement climatique d'origine anthropique



Dépendance aux énergies fossiles

Aggravé par une situation inédite...

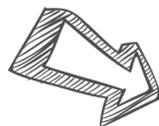


Guerre en Europe



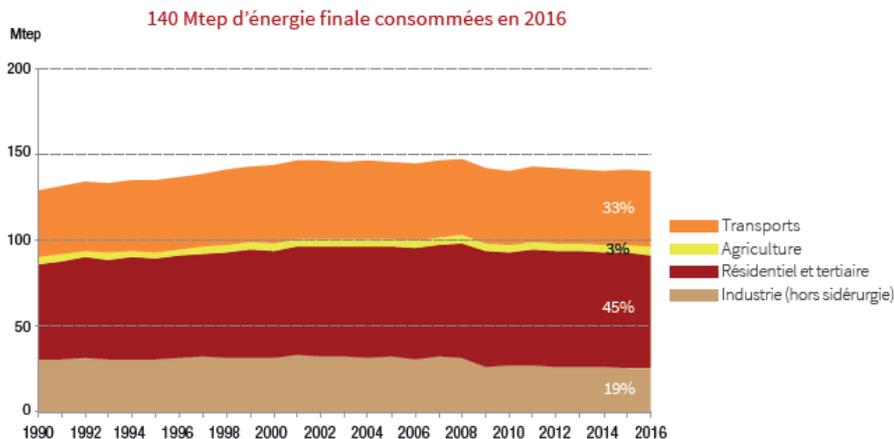
Indisponibilités du parc nucléaire français

...Entraîne une hausse du prix des énergies

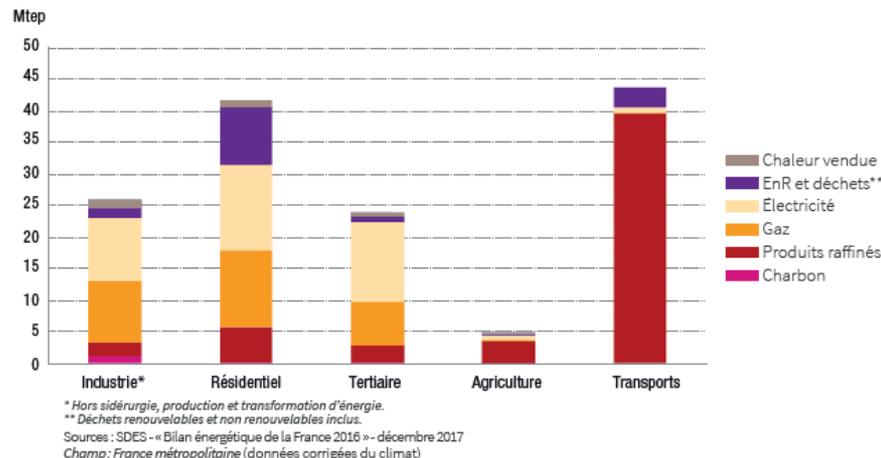


Réduire la consommation en
 Développant la sobriété à court terme
 Améliorant l'efficacité énergétique à
 moyen terme

B7. Évolution de la consommation d'énergie finale par secteur*

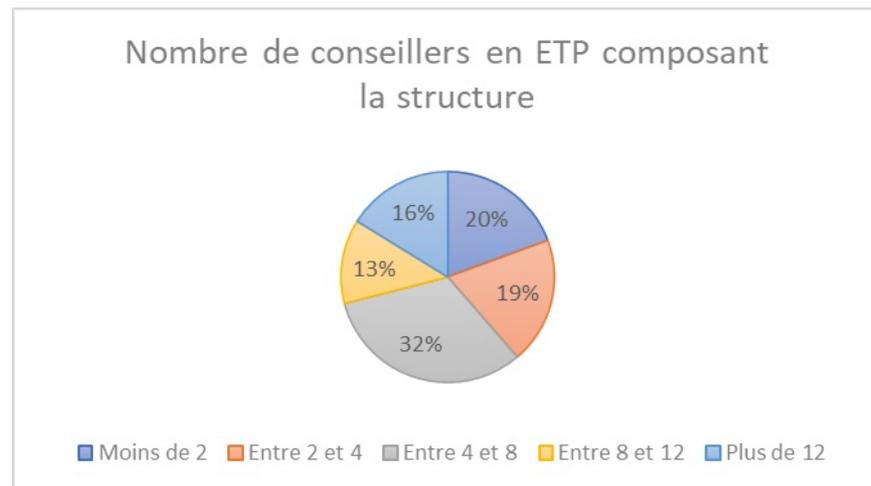
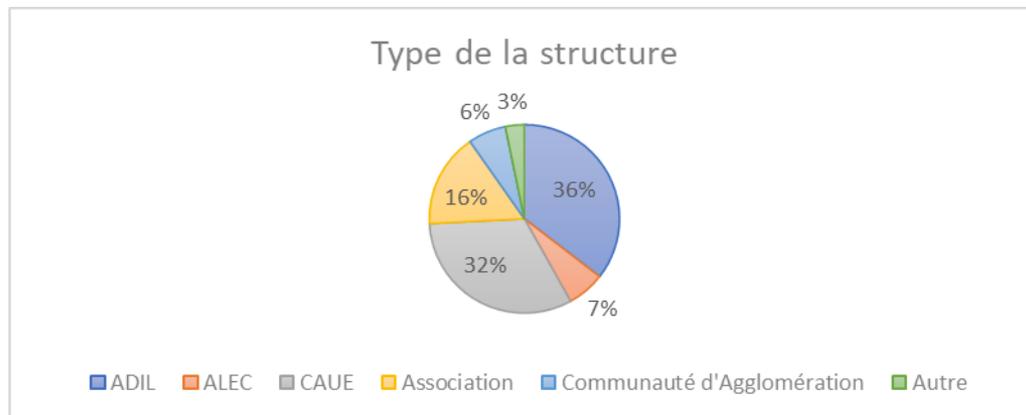


B8. Consommation d'énergie finale de chaque secteur par énergie



SONDAGE

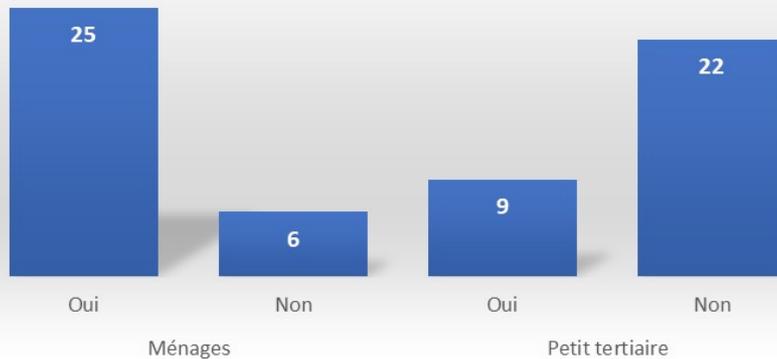
Répondants



SONDAGE

Informations/Conseils

Informations/Conseils sur la sobriété

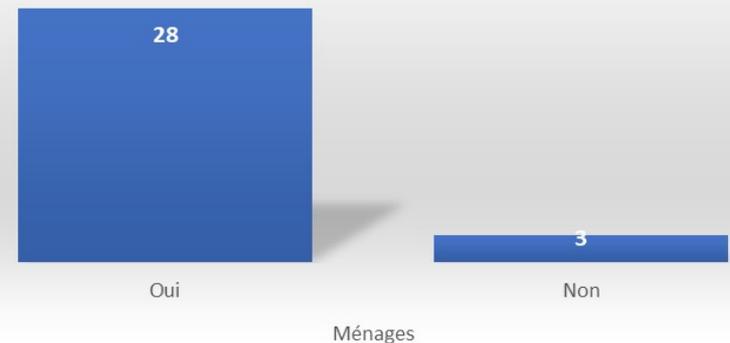


- Sobriété
Largement implantée chez les ménages (25/31 soit 80 % des répondants)
Beaucoup moins dans le petit tertiaire (9/31 soit 30 % des répondants)

- Ménages
De 4 à 3 300 actes depuis le 01/09

- Petit tertiaire
Max 2 par semaine

Informations/Conseils sur l'installation de panneaux PV



- PV
Largement implanté chez les ménages (28/31 soit 90 % des répondants)

De 10 à 330 actes depuis le 01/09
Jusqu'à 1/3 des demandes
Augmentation de 50 % sur certains territoires

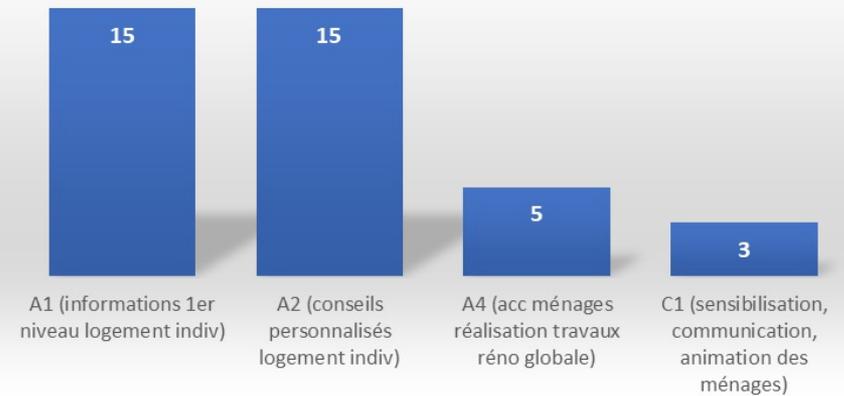
SONDAGE

Sobriété des ménages intégrée au SARE ?

Informations/Conseils sobriété
ménages intégrés au référentiel du
SARE ?



Sur quels actes ?



- La sobriété ne rentre pas dans le dispositif SARE
- Sobriété intégrée à des travaux de rénovation pour la faire figurer dans le reporting (A1, A2, A4, C1) pour 68 % des répondants
- Sobriété intégrée à des actions d'animation

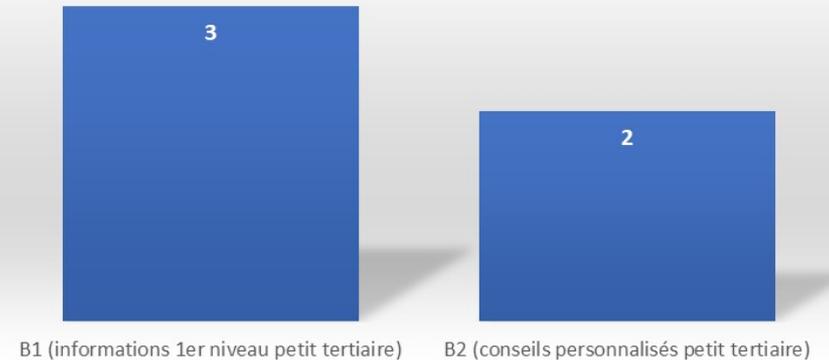
SONDAGE

Sobriété du petit tertiaire intégrée au SARE ?

Informations/Conseils sobriété petit tertiaire intégrés au référentiel du SARE ?



Sur quels actes ?

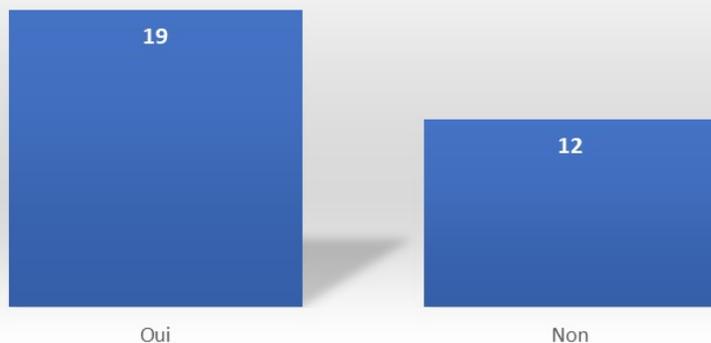


- De nombreux ECFR ne sont pas positionnés sur le petit tertiaire
- La sobriété ne rentre pas dans le dispositif SARE
- Sobriété intégrée à des travaux de rénovation pour la faire figurer dans le reporting (B1, B2) pour 44 % des répondants (4/9)

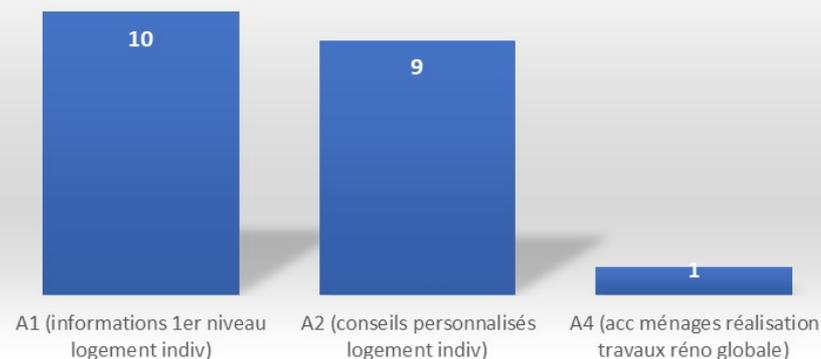
SONDAGE

Questions liées aux panneaux photovoltaïques des ménages intégrées au SARE ?

Informations/Conseils ménages sur le PV



Sur quels actes ?

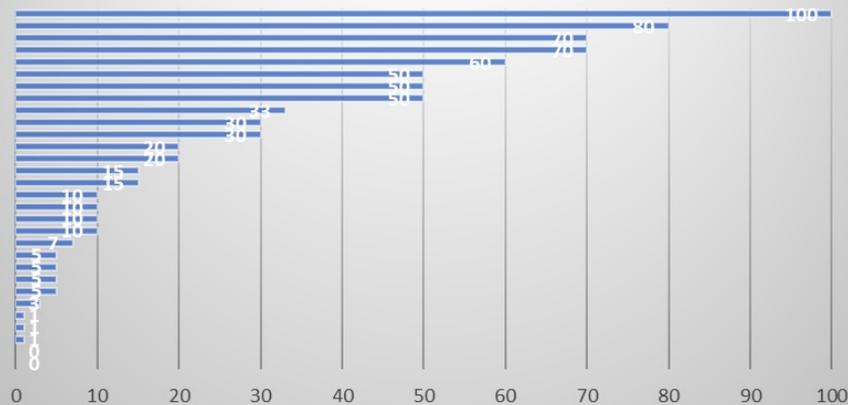


- Le conseil et l'accompagnement des EnR ne rentrent pas dans le dispositif SARE
- PV intégré à des travaux de rénovation pour bénéficier d'un acte (A1, A2, A4) pour 68 % des répondants (19/28)

SONDAGE

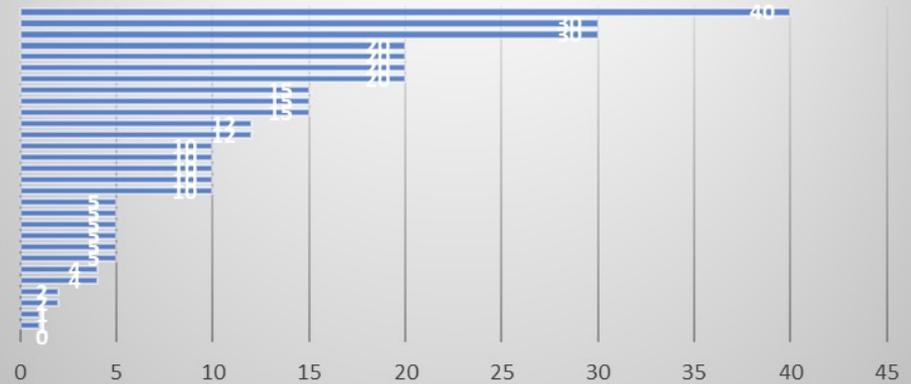
Temps passé sur la sobriété et le PV

Part du temps passé sur la sobriété par les conseillers



- Sobriété
Moyenne de plus de 25 %
Médiane à 12,5 %

Part du temps passé sur le PV par les conseillers



- PV
Moyenne à 11,5 %
Médiane à 12 %

PERIMETRE DU SARE

- Ces questions étaient intégrées aux actions des EIE
- Peuvent être un point d'entrée vers la rénovation énergétique
- Conseillers ont généralement les compétences pour les traiter

DEMARCHAGE

- Beaucoup de questions PV suite à démarchage
- Idem « solutions-miracles »

TURN-OVER ET RECRUTEMENT

- Beaucoup de jeunes conseillers, qui doivent gérer les questions hors SARE en plus du reste (formation, environnement, enjeux, SARE...)

EVOLUTION DES DEMANDES

- Questions plus globales sur la réduction de la facture plus que sur mono-geste
- Sensibles à l'évolution du prix des énergies à moyen et long termes
- Annulation de rendez-vous pour cause de manque de moyens d'investissement
- Plus de sollicitations d'acteurs variés (collectivités, associations, bailleurs sociaux, établissements financiers...) pour des ateliers de sensibilisation
- Récupération d'eau pluviale, autoconsommation liées aux épisodes cycloniques

SONDAGE

Conclusion

CONSTAT

- Crise énergétique, plan de sobriété impactent les ménages cherchent des solutions pour réduire leurs facture et consommation énergétiques
- Sollicitations accrues des ECFR
 - Actions de sobriété énergétique
 - Développement d'énergies renouvelables, dont principalement PV
- Référentiel SARE inadapté à ces questions
 - Pas de protocole commun appliqué par les ECFR



Le financement à l'acte n'est pas adapté à ces sujets

PISTES D'AMELIORATION

- Redéfinir le périmètre d'action des ECFR
- Ajouter de nouveaux moyens financiers pour financer ces demandes
- Revoir le principe du financement à l'acte à la fin du SARE pour un financement plus juste des tâches des conseillers

Impacts de la hausse du prix des énergies Sur les Espaces Conseils France Rénov'

DES QUESTIONS ?



Le sondage est toujours ouvert !

<https://enquetes-amorce-asso.limequery.com/664378?lang=fr>

Retour d'expérience A.D.I.L. d'Indre-et-Loire



Victor d'ALENCON, Conseiller France
Rénov' – A.D.I.L. d'Indre-et-Loire

3 STRUCTURES DE CONSEIL ET D'AIDE

- 1 Présidence unique : **Vincent LOUAULT**
- 1 Direction mutualisée : **Eric BOULAY**
- 3 équipes sur le même site qui agissent ensemble



Conseil pour **les particuliers et les petites entreprises** :

- 6 conseillers France Rénov'
- 2 juristes
- 1 conseiller en énergie renouvelable

Conseil pour **les collectivités et les particuliers** :

- 4 architectes (dont 1 architecte du patrimoine)
- 1 paysagiste
- 1 responsable communication et événementiel

Conseil pour **les collectivités** :

- 2 architectes
- 2 paysagistes
- 3 juristes (urbanisme, marché public)
- 1 urbaniste
- 1 conseillère financière
- 2 conseillers en énergie
- 1 conseiller en énergie renouvelable





avec



France
Rénov'

Le service public pour mieux
rénover mon habitat

ADIL France Rénov' Touraine

- **Structure juridique** : Association loi 1901 (agrément ministériel)
- **Membres** : Département 37, Région, Etat, SIEIL 37, AMIL 37, 10 Communautés de communes, Val Touraine Habitat, Action Logement, UDAF, SOLIHA
- **Missions** : conseil gratuit, neutre et indépendant
- **Thématiques** : juridique, financier, fiscal et technique sur toutes les questions liées à l'habitat : économies d'énergie, isolation, chauffage, écogestes, énergies renouvelables...
- **Bénéficiaires** : propriétaires, locataires, copropriétés, petites entreprises et associations

ADIL France Rénov' Touraine

mission juridique :



- **Missions :**
 - conseil juridique, fiscal et financier (propriétaires et locataires)
 - participation aux instances départementales et aux missions infra-départementales
 - action de sensibilisation et d'animation auprès des associations de défense des consommateurs et des acteurs sociaux
- **Localisation :**
 - pour l'ensemble du département d'Indre-et-Loire
 - conseil téléphonique : **02 47 60 90 70**
 - conseil lors de permanences
- **Thématiques :**
 - gestion locative, baux
 - augmentation des loyers, loyers impayés, caution
 - état des lieux
 - logement insalubre
 - nuisance de voisinage
 - problématique d'urbanisme (permis de construire, ...)
 - vice de construction, problématique de contrat avec la maîtrise d'œuvre
 - expulsion, Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions CCAPEX
 - crédit immobilier, fiscalité immobilière, transaction immobilière
 - syndic de copropriété

ADIL France Rénov' Touraine

mission transition énergétique :



- **Missions :**

- conseil technique sur la rénovation de l'habitat, les économies d'énergie, l'isolation, les modes de chauffage, les écogestes, les énergies renouvelables...
- conseil sur les subventions : aides de l'Anah, « ma prime renov' », prime exceptionnelle, éco-PTZ, aides locales, TVA, CEE
- actions de sensibilisation et d'animation

- **Localisation :**

- pour l'ensemble des 10 communautés de Communes du département d'Indre-et-Loire (hors Tours Métropole Val-de-Loire)
- conseil téléphonique : **02 47 60 90 70**
- conseil lors de permanences

- **Thématiques :**

- isolation (type d'isolant, épaisseur, performance...)
- menuiseries extérieures (portes, fenêtres...)
- mode de chauffage (chaudière, poêle à bois, pompe à chaleur...)
- ventilation (simple flux, double flux...), étanchéité à l'air
- eau chaude sanitaire
- Écogeste, précarité énergétique
- énergie renouvelable (photovoltaïque, solaire, géothermie...)
- évaluation énergétique du logement, analyse des devis...
- conseils sur le logement en collaboration avec les architectes conseils du **CAUE 37**



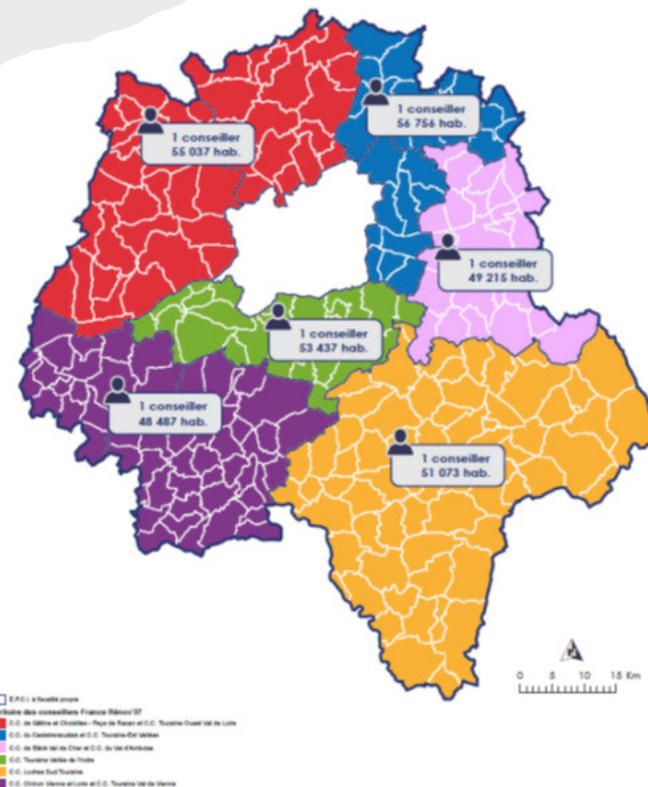
ADIL France Rénov' Touraine

carte

Permanence dans les territoires sur rdv

dans les Communautés de Communes (Maison France Services) :

- Communauté de communes du VAL D'AMBOISE
- Communauté de communes BLERE VAL-DE-CHER « Autour de Chenonceau »
- Communauté de communes CHINON, VIENNE ET LOIRE
- Communauté de communes TOURAINE VAL DE VIENNE
- Communauté de communes du CASTELRENAUDAIS
- Communauté de communes TOURAINE-EST VALLEES
- Communauté de communes de LOCHES SUD TOURAINE
- Communauté de communes TOURAINE OUEST VAL DE LOIRE
- Communauté de communes de GÂTINE ET CHOISILLES – PAYS DE RACAN
- Communauté de communes TOURAINE VALLEE DE L'INDRE



Problématiques liées à la crise énergétique

- Fortes sollicitations concernant le photovoltaïque
- Le choix des énergies pour un nouveau mode de chauffage est difficile
- La rénovation globale paraît un chantier complexe et coûteux
- Les devis ont une durée de deux semaines
- Un délai de 6 mois minimum avant le début des travaux
- L'installation du double vitrage et l'isolation des combles perdus ne sont presque plus subventionnées
- Subventions (CEE et Ma Prime Rénov') très axées sur le remplacement de chauffage et peu sur l'isolation

Retour d'expérience C.A.U.E. du Tarn



Bastian KOSTANDI, Conseiller en
rénovation énergétique – C.A.U.E. du Tarn



avec



France
Rénov'

Le service public pour mieux
rénover mon habitat

Impact de la hausse des **prix** sur l'activité de l'Espace Conseil France Rénov'



Un service public au service des particuliers

Le but est d'affirmer la présence d'un **acteur public neutre, gratuit et indépendant** vers lequel peuvent se tourner les ménages, afin d'encourager les Français au passage à l'action et de valoriser les acteurs qui font de la rénovation énergétique en France.

Ainsi **Tarn Rénov'Occitanie** propose des conseils et des préconisations afin de maîtriser tous les aspects de l'énergie autour du bâtiment, la qualité architecturale, la qualité environnementale tant au niveau des impacts du bâtiment que la santé de ses usagers ainsi que la production d'énergie renouvelable.



31 guichets

Rénov'Occitanie



Ariège

- ALEDA, Agence locale de l'Energie de l'Ariège

Aude

- Le PRÉAU - Carcassonne Agglo
- RENOV'HABITAT
- Le Grand Narbonne
- Mon Coach Eco-Logis

Aveyron

- PNR des Grands Causses
- PNR de l'Aubrac
- Aveyron

Gard

- Alès Agglomération
- CAUE du Gard
- CPIE du Gard

Haute-Garonne

- Muretain Agglo - La turbine
- Conseil départemental de la Haute-Garonne
- Pays Comminges Pyrénées
- ObjectifFRéno
- Pays Sud Toulousain
- Toulouse Métropole

Gers

- Gers

Hérault

- Béziers Méditerranée
- Agglo Hérault-Méditerranée
- La Domitienne
- Lodévois et Larzac
- GEFOSAT
- Rénov'Energie
- Montpellier Méditerranée Métropole
- Pays Haut Languedoc et Vignobles
- Grand Pic Saint-Loup
- Cévennes Gangeoises et Suménoises

Lot

- Lot

Lozère

- Lozère
- PNR des Grands Causses
- PNR de l'Aubrac

Hautes-Pyrénées

- Hautes-Pyrénées

Pyrénées-Orientales

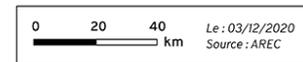
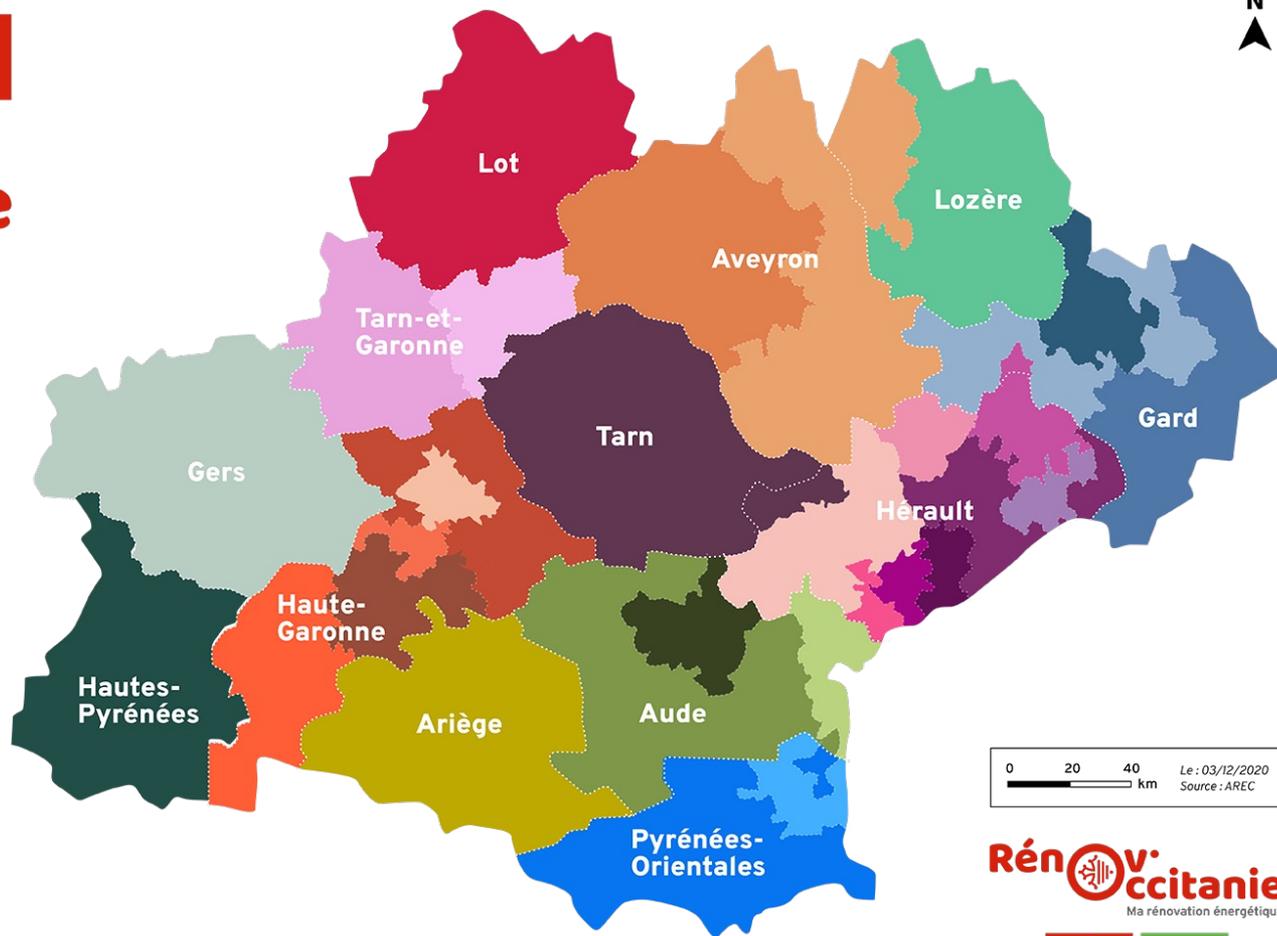
- Pays Catalan
- Perpignan Méditerranée

Tarn

- Tarn

Tarn et Garonne

- CAUE 82
- PETR du Pays Midi Quercy



Rénov'Occitanie
Ma rénovation énergétique





Le cas du Tarn

Une collaboration à l'échelle du département

Suite à l'AMI de la région, c'est le département et son service habitat qui a choisi de répondre en tant que coordinateur en s'appuyant sur les services satellites que sont le CAUE et l'ADIL pour les actes A1 et A2.

Le département gère les demandes d'animation et les permanences délocalisées avec les 3 communautés d'agglo et 12 communautés de communes.

L'ADIL conserve son service en plus, pour les questions juridiques et les relations entre locataires/propriétaires.

Le service regroupe :

- 2 conseillers du CAUE à plein temps sur la mission
- + les 5 conseillers de l'ADIL en alternance pour 2 ETP
- + 2 conseillers à mi-temps CA
- + 1 agent d'accueil du département

Les actes A3 et A4 sont externalisés par un prestataire choisi par la région :

la SCIC Réhab.





Le fonctionnement

- L'accueil téléphonique se fait du lundi au vendredi de 9h à 12h et 13h30 à 16h30
 - La gestion des mails est réalisée par l'ensemble des conseillers sur un mail commun.
 - L'inscription et le suivi des audits est assuré par le guichet avec une offre de la région d'un audit subventionné.
 - Les rendez-vous physiques se font principalement sur Albi sur toute la semaine avec une permanence fixe hebdomadaire à Castres et 5 autres permanences en alternance géré par le mi-temps de la CAGG sur son territoire.
- Les animations se font aussi à tour de rôle avec en plus des services civiques qui interviennent sur des thématiques éco-gestes et la distribution d'imprimés sur les marchés du département.

Date: 03/01/2022 - 21/11/2022

Région, Département, EPCI, Commune: Tout

Type de public: Tout

Type de logement: Tout

Couleur MPR: Tout

Zone, Région, Porteur associé, Structure: Tout

Mot-clé: Tout

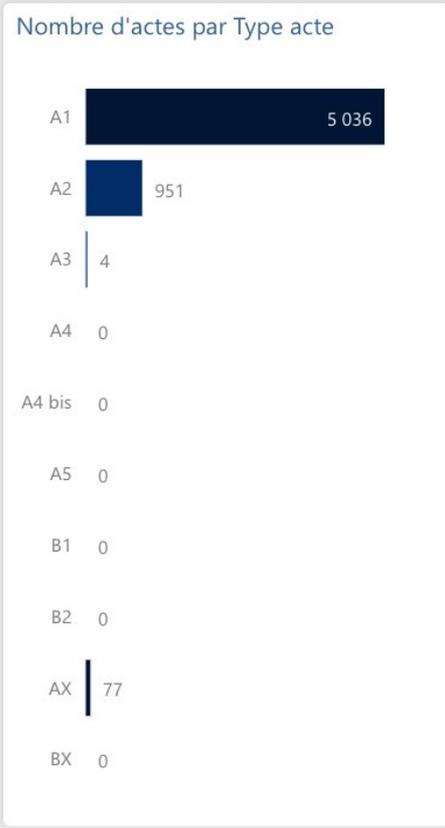
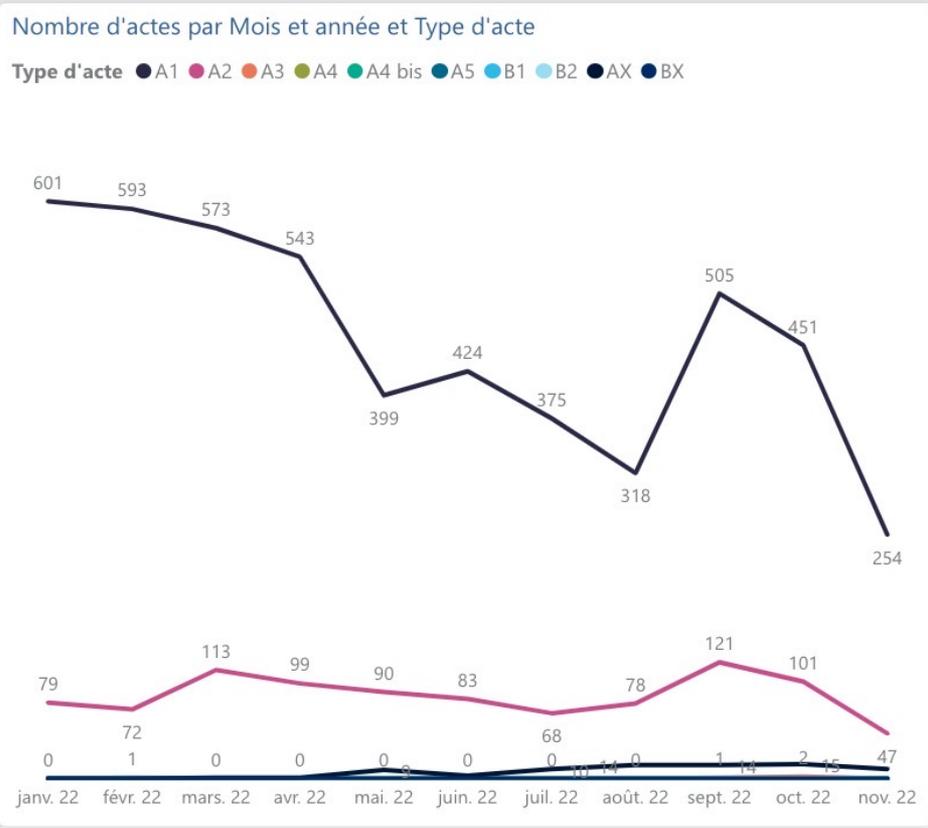
Statut acte: CLOTURE, EN COURS, INCOMPLET

- A propos
- Accueil**
- Suivi A1/A2
- Suivi A4/A4bis
- Suivi B1/B2
- Suivi AX/BX
- Carte
- Nouveaux Ménages
- Parcours ménages
- Parcours tertiaires
- Animations

6 068
actes au total

5 223
dossiers traités au total

- Type acte (code)
- A1
 - A2
 - A3
 - AX





avec



**France
Rénov'**

Le service public pour mieux
rénover mon habitat

Merci de votre attention



avec



Tarn Rénov'Occitanie :

0 805 288 392

Nos prochains événements de la thématique Rénovation énergétique

<p>Enjeux de la rénovation énergétique des copropriétés en Île-de-France (Journée d'échanges en présentiel à Paris)</p> <p>Mardi 13 décembre 2022 lien d'inscription</p>	<p>Certificats d'Economies d'Energie : prendre en main les CEE pour financer vos projets de rénovation en Île-de-France (Matinée d'échanges en présentiel à Paris)</p> <p>Mercredi 14 décembre 2022 lien d'inscription</p>
<p>Certificats d'Economies d'Energie : actualités et impacts des contrôles sur les collectivités (Journée d'échanges à Paris)</p> <p>Mardi 17 janvier 2023 lien d'inscription</p>	<p>Enjeux de la rénovation énergétique des copropriétés en Occitanie (Journée d'échanges en présentiel à Toulouse)</p> <p>Mardi 31 janvier 2023 Lien d'inscription à venir</p>

* Particularité d'inscription

[Replays disponibles sur notre site internet](#)



UNE QUESTION ?
CONTACTEZ-NOUS :



Maxime SCHEFFLER
Chargé de mission Rénovation
énergétique

mscheffler@amorce.asso.fr

Tél. : 04.81.91.83.14.



Le réseau national
des territoires engagés
dans la transition écologique

Déchets 

Énergie 

Eau 